
Comment l'assurance et la protection sociale contribuent-elles à la gestion des risques dans les sociétés développées ?

Les dossiers SES de RCE – Regards croisés

Introduction

*Au cours de leur existence, les individus font face à **des risques sociaux**. Il s'agit d'événements aléatoires qui affectent leurs capacités économiques à subvenir à leurs besoins, du fait d'une hausse des dépenses à effectuer et/ou d'une baisse des revenus perçus. Ces risques sociaux sont très divers : on y trouve la perte d'emploi, la vieillesse, la maladie, les accidents du travail, mais aussi le fait de fonder une famille. Pour faire face aux conséquences économiques des risques sociaux, trois grandes possibilités existent : soit l'individu s'assure lui-même en recourant au marché (assurances privées), soit il fait appel à sa famille ou à sa communauté, soit il est pris en charge par l'État dans le cadre de **la protection sociale**.*

*Cette dernière solution s'est développée dans les sociétés industrialisées en particulier après la Seconde guerre mondiale. Les États ont alors pleinement assumé leur implication dans les sphères économiques et sociales, témoignant d'une nouvelle conception du rôle de la puissance publique qualifiée **d'État-providence**. La mise en place de systèmes de protection sociale obligatoire à l'échelle d'un pays noue de nouveaux liens de solidarité entre travailleurs ou entre citoyens et promeut la justice sociale.*

Dans le détail, les pays suivent des trajectoires différentes en fonction de leur contexte politique, historique, économique et social. La dichotomie habituelle oppose la logique bismarckienne, ou assurantielle, à la logique beveridgienne, ou universelle/d'assistance. Dans la première, seuls les travailleurs ayant cotisé et leurs ayant-droits ont accès aux prestations sociales qui fournissent un revenu de remplacement lors de la réalisation d'un risque social, dans une logique de préservation du niveau de vie. Dans la seconde, l'accès aux prestations est universel ; financées par l'impôt, celles-ci visent au mieux à réduire les inégalités de revenu dans une logique de redistribution verticale, et au minimum à lutter contre les formes extrêmes de pauvreté. Cette distinction est enrichie par la typologie de Gosta Esping-Andersen (1990)¹, qui distingue trois formes d'État-Providence en Europe de l'Ouest.

¹ Esping-Andersen G. (1990, 2007), Les trois mondes de l'État-providence. Essai sur le capitalisme moderne, Presses Universitaires de France, Paris.

En France, si le système de protection sociale qui est institué à partir de 1945 avec la Sécurité sociale est essentiellement bismarckien, il acquiert progressivement des dimensions beveridgiennes à partir de la fin des Trente glorieuses, avec la montée du chômage de longue durée, la mise à l'agenda de la lutte contre l'exclusion, ou encore le développement du commerce international et la pression qui en résulte sur le coût du travail des pays développés. Cette nouvelle période est aussi celle de la triple crise de l'État-providence décrite par Pierre Rosanvallon (1981)² : crise de financement, crise d'efficacité et crise de légitimité. Le débat, complexe, porte entre autres sur les modalités de financement du système de Sécurité sociale et de ses branches (dont la santé et les retraites), ainsi que sur la légitimité des bénéficiaires de l'aide sociale à travers l'introduction de principes de workfare. Derrière se pose aussi la question de la prévention des conduites à risques, avant ou après l'entrée dans un régime protecteur (aléa moral). Enfin, d'autres enjeux transversaux structurent les discussions sur le système de protection sociale, comme son impact sur les inégalités de genre ou sa compatibilité avec les politiques de transition écologique.

Les sciences sociales apportent de nombreux éclairages sur ces enjeux cruciaux tant pour les individus que pour les sociétés. Regards croisés sur l'économie, par son positionnement à l'interface entre le débat public et la recherche scientifique, a consacré plusieurs numéros aux enjeux de la protection sociale, et publie régulièrement des articles sur le sujet dans ses autres numéros. Nous recommandons en particulier la lecture des parutions suivantes : « [Pour en finir avec la pauvreté](#) », « [Au chevet de la santé](#) », « [Le choc des générations](#) » et « [L'adieu au chômage](#) »

Rappel des objectifs :

- ✓ Connaître les principaux types de risques économiques et sociaux auxquels les individus sont confrontés (maladie, accident, perte d'emploi, vieillesse).
- ✓ Comprendre que l'exposition au risque et l'attitude face au risque (perception du risque, aversion au risque, conduites à risque) diffèrent selon les individus, les groupes sociaux et les sociétés, et être capable de l'illustrer par des exemples.
- ✓ Comprendre les effets positifs (bien-être, incitation à l'innovation) et négatifs (aléa moral) du partage des risques tant pour les individus que pour la société.
- ✓ Connaître les principes (prévention, mutualisation et diversification) qui permettent la gestion collective des risques et savoir les illustrer par des exemples.
- ✓ Connaître le rôle des principales institutions qui contribuent à la gestion des risques (famille, sociétés et mutuelles d'assurance, pouvoirs publics).
- ✓ Comprendre que la protection sociale, par ses logiques d'assurance et d'assistance, contribue à une couverture des risques fondée sur le principe de solidarité collective.

² Rosanvallon P. (1981), La crise de l'État-providence, Le Seuil, Paris.

Articles

1. La protection contre les conséquences économiques des risques sociaux

1.1 Notions de base

Du salaire différé aux charges sociales : les avatars du financement de la protection sociale, par Bruno PALLIER

Cet entretien propose un retour sur les différents types de protection sociale ainsi que sur l'historique de la construction de la protection sociale en France après la Seconde guerre mondiale et la façon dont les logiques bismarckienne et beveridgienne ont été associées au fil du temps.

L'auteur : Bruno Palier est directeur de recherches en sciences politiques au Centre d'études européennes de Sciences Po Paris.

1.2. Entre imperfections de marché, vertu de la concurrence et poursuite de la justice sociale, quelles combinaisons entre régulation publiques et activités marchandes ?

Concurrence en santé : marché des soins, marché de l'assurance, par Pierre-Yves GEOFFARD

Cet article présente les différentes dimensions de la concurrence dans le secteur de la santé (concurrence des établissements de soin, concurrence des assurances). Il revient sur les techniques de sélection adoptées par les assureurs et sur la nécessité d'un encadrement des mécanismes concurrentiels par la puissance publique pour des motifs de justice sociale.

L'auteur : Pierre-Yves Geoffard est directeur de recherches en économie au CNRS et directeur d'études à l'EHESS, directeur de l'École d'économie de Paris où il est également professeur.

Quelle assurance contre le risque dépendance ?, par Pierre-Yves GEOFFARD

À travers l'exemple du risque dépendance, cet entretien décrit les limites du marché de l'assurance pour faire face aux enjeux (aléa moral de part des assurés, discrimination de la part des assureurs). Si un encadrement public est nécessaire, l'assurance publique et l'assurance privée ont toutes deux des avantages et des inconvénients.

L'avenir de l'assurance-chômage en question... , par Camille LANDAIS

Cet article présente l'intérêt d'une assurance publique contre le chômage dans un contexte de rationalité limitée, d'asymétrie d'information (risque d'antisélection pour les assureurs) et de crises systémiques. Il présente également l'arbitrage nécessaire, pour une assurance publique, entre aléa moral et maintien de la consommation.

L'auteur : Camille Landais est professeur d'économie à la London School of Economics et lauréat du Prix du meilleur jeune économiste en 2016.

1.3. Quelle place pour la solidarité familiale ?

Les rapports familiaux reconfigurés par la dépendance, par Florence WEBER

Cet article présente la notion **d'aide familiale** à travers le cas de la prise en charge de la dépendance. On y trouve des définitions et des chiffres ainsi que des réflexions sur les représentations sociales associées, le rapport des familles aux institutions de protection sociale et les inégalités de genre et de classe qui structurent cette solidarité familiale.

L'auteure : Florence Weber est professeure des universités en sociologie à l'École normale supérieure – Université PSL, et chercheuse au Centre Maurice Halbwachs.

2. Les risques sociaux et leur prise en charge par la protection sociale

2.1. Le risque santé

Le vieillissement de la population va-t-il entraîner une explosion des dépenses de santé ?, par Hélène HUBER

Cet article clarifie les causes de la **hausse des dépenses de santé** et questionne son lien avec la qualité des soins et avec le vieillissement de la population.

L'auteure : Hélène Hubert est maîtresse de conférences en économie à l'Université Paris 1 Panthéon-Sorbonne, professeure à l'École d'économie de Paris et chercheuse au Centre d'économie de la Sorbonne.

Un système si parfait..., par Brigitte DORMONT

Cet article présente le **fonctionnement du système de santé français** et ses évolutions, notamment vers la responsabilisation croissante des patients, ce qui peut conduire à augmenter les inégalités.

L'auteure : Membre du comité scientifique de la revue, Brigitte Dormont est professeure des universités à l'Université de Paris-Dauphine-PSL. Elle dirige le Laboratoire d'Économie et de gestion des Organisations de Santé et elle est titulaire de la Chaire Santé de cette université

Faut-il remettre en cause le paiement à l'acte des médecins ?, par Anne-Laure SAMSON

Cet article présente les différentes possibilités de **rémunération des médecins** (paiement à l'acte, capitalisation, salariat) ainsi que leurs effets sur la qualité et l'offre de soin et sur les dépenses de santé.

L'auteure : Anne-Laure Samson est professeure d'économie à l'Université Paris Panthéon Assas et chercheure au Laboratoire d'Économie Mathématique et de Microéconomie Appliquée.

L'accès financier aux soins en France : bilan et perspective, par Florence JUSOT et Jérôme WITWER

Cet article documente **les inégalités financières d'accès aux soins** en France, qu'il s'agisse de soins relevant du régime obligatoire ou d'assurances complémentaires, ainsi que les réformes menées pour y remédier.

Les auteurs : Florence Jusot est professeure d'économie à l'Université Paris-Dauphine-PSL et chercheuse au Laboratoire d'Économie de Dauphine. Elle est également chercheuse associée à l'Institut de Recherche et Documentation en Économie de la Santé.

Jérôme Wittwer est professeur d'économie à l'Université de Bordeaux et chercheur dans l'équipe EMOS « Économie et gestion des organisations de la santé » du centre Bordeaux Population Health.

Les inégalités sociales face à la santé en France, par Thibaut de SAINT POL

À travers l'exemple de l'obésité, cet article propose un tour d'horizon des **inégalités sociales de santé** ainsi que de leurs causes (mode de vie, recours aux soins, etc.)

L'auteur : Thibaut de Saint Pol est docteur en sociologie et directeur de la jeunesse, de l'éducation populaire et de la vie associative au ministère de l'Éducation nationale et de la Jeunesse.

L'État, au cœur de la régulation des comportements et des soins, par Jean-Marie LE GUEN

Cet entretien discute les **politiques publiques de prévention du tabagisme**. Il aborde également les thèmes de la gouvernance de l'hôpital, des professions de la santé et du financement public de la santé.

L'auteur : Lors de cet entretien, Jean-Marie Le Guen est député et adjoint au maire de Paris chargé de la santé publique et des relations avec l'AP-HP.

L'évaluation de la lutte antitabac : démêler une toile d'araignée avec des gants de boxe ?, par Patrick PERETTI-WATEL et Valérie SEROR

Cet article présente les difficultés d'évaluation de l'efficacité des politiques de prévention du tabagisme ainsi que les **inégalités** générées par les sanctions financières (prix des cigarettes) et par les politiques de communication (réception différenciée selon les classes sociales).

Les auteurs : Patrick Peretti-Watel est sociologue à l'Institut national de la santé et de la recherche médicale (INSERM), chercheur au laboratoire de sciences économiques et sociales de la santé et traitement de l'information médicale (SESSTIM), et membre de l'Observatoire régional de la santé Provence-Alpes-Côte d'Azur.

À la parution de cet article, Valérie Seror était économiste, chercheuse dans l'unité mixte de recherche Sciences économiques et sociales, systèmes de santé, sociétés (SE4S, Inserm-IRD-université de la Méditerranée).

2.2. Les retraites

Réformes des retraites : confusion ou conflit de génération ?, par Antoine Bozio

Cet article présente les **différents objectifs d'un système de retraite** : assurance contre le risque, épargne obligatoire (contre la myopie des agents), transfert de ressources dans le temps, redistribution verticale, équité intergénérationnelle. Il revient ensuite sur les problèmes du système français : opacité et confusion des objectifs.

L'auteur : Antoine Bozio est professeur d'économie associé à l'EHESS, chercheur associé à l'École d'économie de Paris et directeur de l'Institut des Politiques Publiques.

Les retraites dans le monde : défis et pistes de réformes, par François CHARPENTIER

Après un retour rapide sur la présentation du système français de protection sociale et son évolution, cet entretien détaille les **problèmes de financement du système de retraite français** et les options possibles pour y remédier, en offrant au passage quelques éléments sur les systèmes de retraite aux États-Unis, en Amérique latine et en Chine.

L'auteur : Au moment de cet entretien, François Charpentier est journaliste. Il a publié en 2009 Les retraites en France et dans le monde. Nouvelles problématiques, aux éditions Economica.

3. La pauvreté et l'exclusion sociale

3.1. Une nouvelle dimension de la protection sociale

Pauvreté et exclusion : des nouvelles catégories de l'État social, par Frédéric VIGUIER

Cet article revient sur les conditions historiques de **la mise à l'agenda de la pauvreté et de l'exclusion sociale** comme problématiques relevant de la protection sociale. Cette mise à l'agenda a été permise entre autres par la mobilisation de mouvements associatifs portant ces enjeux et par la transformation des politiques et des représentations du chômage.

L'auteur : Frédéric Viguié est sociologue et enseignant à l'Institut des études françaises à l'université de New York.

Les politiques de lutte contre la pauvreté, par Nicolas DUVOUX

Cet article explique en quoi les politiques sociales permettent de réduire la pauvreté, y compris les politiques d'assurance qui n'en font pas un objectif principal. Il revient ensuite sur le **développement de la logique d'assistance** dans la protection sociale française et sur ses différences avec la logique historique d'assurance (montants des prestations, représentations associées aux aides sociales, asymétries entre financeurs et bénéficiaires). Il termine par la description de la **logique de workfare** progressivement introduite dans la lutte contre la pauvreté, à travers l'exemple du **RMI** et du **RSA**.

L'auteur : Nicolas Duvoux est professeur de sociologie à l'Université Paris 8 Vincennes à Saint-Denis et chercheur au CRESPPA-LabTop.

3.2. Le passage du welfare au workfare

Du welfare au workfare : les transformations des politiques de lutte contre la pauvreté, par Bruno PALIER

Cet article « revient sur l'apparition en France dans les années 1990 et 2000 d'une rhétorique puis de pratiques habituellement associées au répertoire libéral de protection sociale, dénonçant les effets désincitatifs des protections sociales et soulignant la nécessité de rendre le travail payant. »

L'auteur : Bruno Palier est directeur de recherches en sciences politiques au Centre d'études européennes de Sciences Po Paris.

Le workfare ou la mise au travail gratuit des allocataires de l'aide sociale par Maud SIMONET

Cet article propose un retour historique sur l'émergence du concept de workfare aux États-Unis et sur ses fondements genrés et racistes. Il expose ensuite les conséquences du workfare américain sur la définition et la protection du travail en général avant de détailler les modalités de l'importation du workfare en France.

L'auteure : Maud Simonet est directrice de recherches au CNRS en sociologie, et directrice-adjointe de l'IDHES-Nanterre.

3.3. Le logement, une dimension de la pauvreté

Comment attribuer les HLM ?, par Anne LAFERRÈRE

Cet article présente les habitations à loyer modéré (HLM) : leur histoire, leur principe et leurs caractéristiques.

L'auteure : Anne Laferrère est administratrice de l'INSEE et chercheuse au Laboratoire d'économie et de gestion des organisations de santé.

Encadrés

1. La protection contre les conséquences économiques des risques sociaux

1.1. Notions de base

Les rapports intergénérationnels chez Esping-Andersen, par Benjamin VIGNOLLES

Cet encadré présente les **trois modèles d'État-Providence** chez Esping-Andersen ainsi que quelques limites de cette typologie, notamment concernant les rapports intergénérationnels

Salaire net, salaire brut, coût du travail... de quoi parle-t-on ?, par Cécile BONNEAU

Cet encadré présente différents concepts liés au financement de la protection sociale avec quelques chiffres : **salaire net, brut, super-brut, niveau de vie, cotisations sociales salariales et patronales**. Puis il revient sur l'historique des réductions de cotisations sociales en France et des raisons qui y ont présidé, avant de conclure sur une courte revue bibliographique sur le thème de l'incidence fiscale des cotisations sociales.

1.3. Quelle place pour la solidarité familiale ?

Redistribution intergénérationnelle et solidarité familiale : un filet de sécurité face au chômage des jeunes ?, par Julie MAURICE

Cet encadré s'intéresse à une autre dimension de la **solidarité familiale** : l'aide parentale en cas de chômage des jeunes. Cette aide est à la fois monétaire mais passe aussi par la possibilité de cohabitation prolongée (ce qui évite le paiement d'un loyer) et le maintien dans des relations sociales. Cette aide perpétue les inégalités sociales entre jeunes puisqu'elle dépend des ressources et des représentations des parents.

1.4. Crise de financement et fiscalisation de la protection sociale

Quel avenir pour le financement de la protection sociale?, par Marion NAVARRO et Gabriel ZUCMAN

Cet encadré propose un tour d'horizon des **problèmes de financement** de la protection sociale française ainsi que des différentes solutions mises en place ou à l'étude (CSG, TVA sociale, impôt sur les sociétés, cotisation sur la valeur ajoutée) et des principaux enjeux du débat.

Fiscaliser l'assurance santé ?, par Gabriel ZUCMAN

Cet encadré présente **les deux logiques de protection sociale (bismarckienne et beveridgienne)** ainsi que le **processus de fiscalisation de la protection sociale française** et ses limites.

3.3. Le logement, une dimension de la pauvreté

Quelques jalons dans l'histoire du logement social, par Sarra BEN YAHMED

Ce court encadré propose quelques repères historiques concernant le logement social.

Pour aller plus loin

1. La protection contre les conséquences économiques des risques sociaux

1.1. Notions de base

Les nouvelles frontières du service public, par Jacques CHEVALLIER

Cet article revient sur la mise en place de l'État-Providence, sa crise et sa réorganisation, à travers la notion de services publics et les évolutions de ceux-ci depuis l'après-guerre jusqu'à nos jours.

L'auteur : Jacques Chevallier est professeur émérite de droit public à l'Université Panthéon-Assas Paris 5.

1.2. Entre imperfections de marché, vertus de la concurrence et poursuite de la justice sociale, quelles combinaisons entre régulation publique et activités marchandes ?

Administrer le juste prix des médicaments : entre gouvernement des valeurs et gouvernement des conduites par Etienne NOUGUEZ

Cet article présente les débats autour de la fixation du prix des médicaments, prise dans la recherche conjointe de la « justice sociale » et de la « justesse marchande »

L'auteur : Étienne Nouguez est chargé de recherches au CNRS en sociologie et chercheur au Centre de sociologie des organisations de Sciences Po Paris.

1.3. Quelle place pour la solidarité familiale ?

L'obligation alimentaire par Anne-Cécile BROUTELLE et François LE MORVAN

Cet encadré définit la notion **d'obligation alimentaire** et les enjeux juridiques et sociaux qui lui sont associés.

1.4. Crise de financement et fiscalisation de la protection sociale

« Relégitimer l'impôt ! » par Pierre ROSANVALLON

Cet entretien avec Pierre Rosanvallon revient notamment sur la crise de légitimité que connaît la fiscalisation de la protection sociale. Lorsque les individus estiment que les conduites à risque expliquent les situations ciblées par la protection sociale universelle, ils développent une défiance vis-à-vis de l'imposition et cherchent à lui échapper.

L'auteur : Pierre Rosanvallon est historien et sociologue, directeur d'études à l'EHESS et titulaire jusqu'en 2018 de la chaire d'histoire moderne et contemporaine du politique au Collège de France.

2. Les risques sociaux et leur prise en charge par la protection sociale

2.1. Le risque santé

La crise de l'hôpital en France : le naufrage d'une régulation au point flottant, par Brigitte DORMONT

Cet article présente le débat sur l'introduction de la concurrence dans le milieu hospitalier et sur la réforme de son financement vers une tarification par pathologie. Il revient sur les effets pervers de la mise en place de la T2A en France concernant la qualité des soins et les conditions de travail du personnel hospitalier.

L'auteure : Membre du comité scientifique de la revue, Brigitte Dormont est professeure des universités à l'Université de Paris-Dauphine-PSL. Elle dirige le Laboratoire d'Économie et de gestion des Organisations de Santé et est titulaire de la Chaire Santé de cette université.

2.2. Les retraites

[Le Fonds de réserve pour les retraites, bilan et perspectives, par Anne LAVIGNE](#)

Cet article présente les **deux principaux systèmes de financement des retraites** : répartition et capitalisation. Il revient ensuite sur le fonctionnement du Fonds de réserve pour les retraites en France.

L'auteure : Anne Lavigne est enseignante-chercheuse en économie au laboratoire d'économie de l'Université d'Orléans.

2.3. Le risque chômage

Pour ce thème, nous renvoyons au **dossier de SES** sur le chapitre de terminale « [Comment lutter contre le chômage ?](#) ».

3. La pauvreté et l'exclusion sociale

3.3. Le logement, une dimension de la pauvreté

[Les aides personnelles au logement sont-elles efficaces ?, par Gabrielle FACK](#)

Cet article détaille l'intérêt relatif de l'aide au logement par rapport à une aide monétaire directe, et l'impact des aides au logement sur le comportement des ménages et sur le marché immobilier

L'auteure : Membre du comité scientifique de la revue, Gabrielle Fack est professeure des universités en économie à l'Université Paris.

4. Thématiques associées

4.1. Inégalités de genre et protection sociale

[Pour un service public de la petite enfance, par Marion NAVARRO](#)

Ce court encadré rappelle les inégalités hommes/femmes liées à la prise en charge des enfants, et la nécessité de développer les services publics de crèches.

4.2. Protection sociale et commerce international

La TVA sociale, une solution aux problèmes de compétitivité ?, par Emmanuel FARHI et Alexandra ROULET

Cet entretien porte sur l'évolution des modes de financement de la protection sociale du fait de la baisse des cotisations sociales suscitée par l'ouverture accrue des frontières économiques.

Les auteurs : Emmanuel Farhi était chercheur en économie à l'École d'économie de Toulouse et professeur à Harvard.

Alexandra Roulet est professeure d'économie à l'INSEAD et chercheuse associée au CEPR.

Qui pour agir face aux conséquences sociales du commerce international ?, par Marie-Ange MOREAU

Cet entretien présente les conséquences néfastes de la mondialisation sur la protection sociale en Europe, les acteurs mobilisés, et les rapports de force en place. Il présente notamment la notion de **flexicurité**.

L'auteure : Marie-Ange Moreau est professeure émérite de Droit privé de l'Université Lumière Lyon 2 et chercheuse associée au CERCRID.

4.3. Protection sociale et transition écologique

Un État social-écologique pour la transition du bien-être, par Eloi LAURENT

Cet article s'ouvre sur la présentation de la typologie des fonctions de l'État chez Musgrave et de ses limites concernant la crise écologique. Il argumente ensuite que l'État-providence n'a pas besoin de croissance pour continuer à fonctionner. Il termine sur un plaidoyer pour la mise en place d'un État-social-écologique.

L'auteur : Éloi Laurent est chercheur en économie à l'Observatoire français des conjonctures économiques (OFCE).

4.4. Justice sociale et soutien politique à la protection sociale

La soutenabilité politique des institutions : l'exemple de la protection sociale, par Michaël

ZEMMOUR

Cet article propose une réflexion sur les conditions de soutien politique au régime de protection sociale en fonction de ses caractéristiques : assurantiel / redistributif, universel ou non, mode de financement...

L'auteur : Michaël Zemmour est maître de conférences en économie à l'Université Paris 1 Panthéon-Sorbonne et chercheur au Laboratoire interdisciplinaire d'évaluation des politiques publiques (LIEPP).

Qu'est-ce qu'un impôt juste ?, par Serge-Christophe KOLM

À partir d'une réflexion sur le consentement à l'impôt, l'article discute la conception de l'impôt juste et passe en revue les principales théories de la **justice sociale**.

L'auteur : Serge-Christophe Kolm est directeur d'études à l'EHESS.

4.5. Revenu universel

Revenu universel : à quelles conditions ?, par Jean-Eric HYAFIL

Cet article présente le revenu universel, ses caractéristiques, ses limites et les solutions à celles-ci. Il formule un plaidoyer pour la mise en place d'un revenu universel : en plus d'être une politique de lutte contre la pauvreté et d'autonomisation, il permet de simplifier et d'améliorer le système social français.

L'auteur : À la parution de cet article, Jean-Éric Hyafil est doctorant en économie à l'Université Paris 1 Panthéon-Sorbonne et membre fondateur du Mouvement Français pour un Revenu de Base (MFRB).

Rémunérer le travail et au-delà ? Les propositions de rémunérations universelles, par

Louis DAUMAS et Arnaud NIEDBALEC

Cet encadré revient sur la diversité des propositions de revenu universel.